



REPUBLIQUE
DU CONGO



ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
LA FRANCOPHONIE



CEEAC



BID



JURISTES ET ECONOMISTES
INTERNATIONAUX CONTRE LA PAUVRETE



CEA/BSR-AC

*Distr. : GENERAL
ECA/SRO-CA/ FORINVEST/06/inf.4*

*Mai 2006
Original : Français*

Forum sur la Promotion des Investissements en Afrique Centrale

Brazzaville (République du Congo), 19-21 Juin 2006

PROGRAMME DE TRAVAIL PROVISOIRE ANNOTÉ

Nations Unies
Commission Economique pour l'Afrique
Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale
B.P. 14935 Yaoundé, Cameroun
Tél : (237) 223 14 61/222 08 61/222 08 56
Fax: (237) 223 31 85
Email: sroca@uneca.org
www.uneca.org/fr/SRO/ac/default.htm

**FORUM SUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE
CONTEXTE DE L'INTEGRATION REGIONALE EN AFRIQUE
CENTRALE:**

**Enjeux et défis de la mise en place de mécanismes sous
régionaux de promotion des investissements et de mobilisation
de l'épargne**

19 – 21 Juin 2006

Projet de programme de travail annoté – Contenu et objectifs des panels

Première journée : Lundi 19 juin 2006

08:00 - 09:00 Enregistrement des participants

09:00 - 10:00 Ouverture des travaux

10:00 - 10:30 Pause-café/thé

10:30 -12:30 **Panel I: *Commerce, investissements et développement : quels enseignements pour les pays d'Afrique Centrale :***

Politique commerciale et politique d'investissement : complémentarité ou substituabilité

Intégration des stratégies d'investissement dans les politiques commerciales : cas des grands partenaires de l'Afrique Centrale

12:30 -14:00 Pause-déjeuner

14:00 -16:00 **Panel II: *L'environnement des affaires en Afrique centrale :***

Etat des lieux : Synthèse des études récentes

Flux de l'IED vers l'Afrique Centrale

Cadre juridique des affaires

Opportunités dans des économies libéralisées Post Doha

16:00 -16:15 Pause-café/thé

16:15 -18:15 **Panel III : *Mobilisation de l'épargne et promotion des investissements en Afrique centrale:***

Inadéquation entre offre et demande de financements en Afrique Centrale

Sur-liquidité bancaire et financement du micro-crédit

Sécurisation et garantie des investissements

Deuxième journée : Mardi 20 juin 2006

08:30 -10:30 **Panel IV: Gouvernance économique des investissements en Afrique Centrale**

Instruments de mobilisation de l'épargne et de financement des investissements pour les PME et TPE: expériences et enseignements

Quels rôles pour les agents institutionnels et les opérateurs économiques ?
Dialogue public-privé : expériences des bonnes pratiques

10:30-10:45 Pause-café/thé

10:45 -12:45 **Panel V: Comment attirer les investisseurs dans la sous-région ?**

Réformes économiques et institutionnelles

Quels instruments à envisager pour l'Afrique Centrale (renforcement ou innovation des mécanismes existants : garantie, capital risque, conventions ou traités de protection des investissements, autres...)

Renforcement des capacités en stratégie de formulation de politiques d'investissement

Promotion et vulgarisation des opportunités d'investissement en Afrique Centrale

12:45 -15:00 Pause-déjeuner

15:00-16:00 Suite débats Panel V - Synthèse

16:00 -16:15 Pause-café/thé

16:15 -18:15 **Panel VI: Partenariat international et investissements pour l'Afrique Centrale**

Opportunités d'investissement et risques liés à la globalisation
Accords de partenariat UE-ACP et investissements
Instruments juridiques et mécanismes d'appui des partenaires

Troisième journée : Mercredi 21 juin 2006

08:30 - 12:30 *Préparation des conclusions et de la feuille de route des travaux par un groupe de travail*

Quels éléments d'une feuille de route pour la promotion de l'investissement en Afrique centrale?

Instruments et dispositif institutionnel

Au niveau du partenariat stratégique de coopération

Organismes d'appui

Mécanisme de suivi

16:00-17:00 *Lecture et adoption des conclusions, de la feuille de route et clôture du Forum*

Forum sur les Investissements en Afrique Centrale

Brazzaville ; 19 – 21 juin 2006

Contenu substantif et objectifs des panels

Panel I : *Commerce, investissement et développement : Quels enseignements pour les pays de l'Afrique Centrale*

Président : Monsieur Alexandre BARRO CHAMBRIER, Ministre Délégué, Ministère Economie, Finances, Budget et Privatisation

Modérateur : Dr. Dominique Njinkeu, JEICP

Présentateur : M. Christian DEBLOCK (OIF)

Objectif du panel

La libéralisation commerciale a été au coeur des réformes économiques entreprises en Afrique depuis les années 1980. La réduction des barrières commerciales était supposée conduire à une ré-allocation des ressources des secteurs non-marchands vers les secteurs marchands, notamment les secteurs orientés vers l'exportation. Néanmoins, l'amélioration de la balance des paiements et partant l'effet positif de cette politique sur la croissance économique ne s'observe souvent qu'à long terme, alors qu'elle occasionne des coûts à court terme termes de réduction de la production et de pertes d'emplois. Le succès des politiques de libéralisation commerciale dépend en grande partie de l'importance des investissements alloués aux secteurs productifs orientés vers l'exportation. Si la libéralisation commerciale ne fait qu'ouvrir le marché national aux produits étrangers sans une re-dynamisation du secteur productif, l'effet peut se résumer à un accroissement de la consommation des produits étrangers et un effondrement de la production nationale. Ce panel devra se pencher sur ces questions et discuter des conséquences éventuelles des initiatives en cours telles que les négociations au sein de l'OMC, l'AGOA et les initiatives de Cotonou dans le cadre de la coopération entre l'Europe et les pays ACP.

Panel II : *L'environnement des affaires en Afrique centrale*

Etat des lieux - Contraintes et enseignements

Flux de l'IED

Cadre juridique et réglementaire des affaires

Opportunités dans des économies libéralisées Post Doha

Président : Haut responsable de la Chambre de Commerce et du patronat d'un des pays

Modérateur : BELA Lazare, Directeur Affaires Economiques, Ministère Economie et Finances Cameroun

Présentateurs : Mme Maria NICULESCU (OIF)

M. Ian RICHARDS (CNUCED)
Dr. Kwawo Lucien JOHNSON (OHADA)
M. Amadou Moctar DIENG (OAPI)

Objectifs : L'environnement des affaires en Afrique centrale reste encore marqué par des procédures administratives et financières de nature à décourager les investisseurs tant nationaux qu'étrangers. Les études récentes de l'OIF sur le climat des affaires dans la sous-région, de la CNUCED sur l'investissement dans le monde, et de la Banque Mondiale « Doing Business 2006 » ont permis d'identifier certains de ces problèmes. Les présentations mettront un accent particulier sur les caractéristiques majeures de cet environnement et l'évolution de l'IED en Afrique Centrale. Le panel aura à discuter de ces questions afin de tirer les leçons et enseignements nécessaires pour une amélioration du climat des investissements dans la sous-région, dans le contexte de la libéralisation des économies Post Doha. Des communications sur la propriété intellectuelle et le droit des affaires seront également présentées et discutées pour mettre en exergue la relation entre environnement juridique et promotion des investissements.

Panel III: *Mobilisation de l'épargne et promotion des investissements en Afrique centrale:*

Inadéquation entre offre et demande de financements en Afrique Centrale
Sur-liquidité bancaire et financement du micro-crédit
Sécurisation et garantie des investissements

Président: M. Pacifique Issoibeka, Ministre des Finances et du Budget du Congo

Modérateur : M. Mathurin DOUMBE-EPEE, ancien Directeur Général du Douala Stock Exchange

Présentations : M. Antoine Louis NTSIMI (CEEAC)
Dr. Syvie EYEFFA EKOMO (Consultante CEA)
M. Mathias DZON (BEAC)

Objectifs: Le bas niveau des taux d'investissement en Afrique Centrale est le résultat d'une inadéquation entre la demande et l'offre de capitaux. L'épargne local, globalement insuffisante et/ou mal collectée pour permettre un taux d'investissement d'une inadéquation entre la demande et l'offre de capitaux. L'épargne locale, globalement insuffisante et/ou mal collectée pour permettre un taux d'investissement élevé répondant aux objectifs de croissance économique des pays de la sous région, n'est souvent pas efficacement allouée au profit des projets d'investissement. **Cette insuffisance du financement des projets d'investissement est d'autant plus paradoxale qu'elle se produit dans un contexte de sur - liquidité bancaire.** Dans le même temps, d'autres facteurs contribuent à décourager les flux de capitaux étrangers (i.e. perception

du risque économique et politique, manque d'infrastructures fiables, faibles institutions économiques et financières, etc.). Enfin, même pour les firmes qui ne sont pas affectées par le manque de capitaux, **l'environnement des affaires n'est pas toujours assaini** comme décrit dans le Panel I, toutes choses qui rendent plus difficile la programmation d'investissements rentables à un niveau de risque acceptable.

Ces faiblesses s'enracinent dans le sous-développement des marchés financiers, **l'inadéquation entre l'offre et la demande**, et l'inadaptation de certains dispositifs économiques et juridiques. Les réformes macroéconomiques qui ont été entreprises par la plupart des pays africains sont nécessaires, mais pas suffisantes pour attirer les investissements. **Le panel** discutera donc des questions relatives à la sur-liquidité des banques et proposera et proposera des pistes de solution pour répondre à l'inadéquation entre l'offre et la demande de financement des PME et TPE. Les questions de la micro- finance et de micro – crédit seront aussi discutées, et des échanges seront faits sur les questions de mobilisation de l'épargne en zone Afrique centrale. Le panel abordera aussi **la problématique générale de la sécurisation et de la garantie des investissements, ainsi que les stratégies de politique économique et les instruments qui pourraient être utilisés à court et à long terme pour remédier à la situation, c'est-à-dire lever les contraintes** qui empêchent la mobilisation et l'utilisation efficaces des capitaux.

Panel IV: Gouvernance économique des investissements en Afrique Centrale

Instruments de mobilisation de l'épargne et de financement
des investissements pour les PME et TPE: expériences et enseignements
Quels rôles pour les agents institutionnels et les opérateurs économiques ?
Dialogue public-privé : expériences des bonnes pratiques

Président : Mme Maria NICULESCU, Directrice du Département du Développement Durable et de la Solidarité, Secrétariat Général de l'OIF

Modérateur : Cyrille SIGEJEJE Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Burundi

Présentations: M. Justin UYISENGA (FAGACE)
M. Mathurin DOUMBE EPEE (Ancien DG Douala Stock Exchange)
Patronat Gabonais (M. TCHOUA ou autre à confirmer)

Objectifs: La restructuration des systèmes financiers entreprise depuis le début des années 1990 par les pays de l'Afrique Centrale s'est limitée principalement aux banques et aux institutions non bancaires.

Le Panel examinera les expériences en matière de financement et de garantie des investissements en direction des PME et des TPE en Afrique

Centrale et dans d'autres pays, et identifiera les leçons à retenir ainsi que les améliorations possibles. Des présentations seront faites notamment par les agences de promotion et de garantie des investissements de la sous-région et d'Afrique de l'Ouest, en vue de partager les bonnes pratiques et les difficultés tant structurelles qu'institutionnelles.

Le Panel se penchera sur les voies et moyens d'optimiser l'action des institutions existantes, ainsi que les synergies à développer entre les pouvoirs publics et le secteur privé pour de meilleures performances en termes de promotion des investissements.

Panel V: Comment attirer les investisseurs dans la sous-région ?

Réformes économiques et institutionnelles

Quels instruments à envisager pour l'Afrique Centrale (renforcement ou innovation des mécanismes existants : garantie, capital risque, autres...)
Renforcement des capacités en stratégie de formulation de politiques d'investissement ; Communication

Président : Mr. ZOUNGURE SOKAMBI Armand-Guy , Président Groupe des Ambassadeurs des Etats de l'Afrique Centrale auprès de la Commission de l'UE

Modérateur : Monsieur Christian BONGO ONDIMBA, PDG Banque Gabonaise de Développement

Présentations : M. Lionel NGWESSY-MALAGA (CEMAC)
M. Alexandre GANDOU (Cosumaf)
M. Ousmane DIALLO (Consultant CEA)

Objectifs: Les communautés économiques sous – régionales et les Etats de la sous-région ont entrepris d'importantes réformes, surtout pour ce qui concerne la stabilisation macroéconomique et la législation relative à la promotion des investissements. Ils ont aussi fait des progrès dans l'amélioration de leur cadre institutionnel et réglementaire en rapport avec les investissements. Néanmoins, le fait que les taux d'investissements demeurent très bas en Afrique Centrale signifie que des mesures complémentaires sont nécessaires pour attirer les investisseurs. **Cela implique, d'une part: (i) la poursuite des réformes engagées et l'introduction de nouvelles, suivant les besoins spécifiques des pays, particulièrement dans le domaine financier, (ii) la vulgarisation des textes existants et des progrès accomplis non seulement auprès des investisseurs de la sous – région, mais aussi et surtout auprès des investisseurs étrangers.**

Le panel discutera d'une stratégie multidimensionnelle qui combine réformes et communication. Il **examinera les mécanismes et instruments mis ou à mettre**

en place pour promouvoir et sécuriser les investissements en Afrique Centrale notamment l'opportunité de la création d'un fonds régional de garantie, et analyser les voies et moyens de porter à la connaissance des acteurs économiques nationaux et étrangers les opportunités et facilités d'investissements qui existent dans la sous-région. Les expériences d'autres sous-régions en matière d'attraction et de promotion des investissements seront aussi partagées.

Panel VI: *Partenariat international et investissements pour l'Afrique Centrale*

Opportunités d'investissement et risques liés à la globalisation
Accords de partenariat UE-ACP et opportunités d'investissement
Mécanismes d'appui des bailleurs internationaux au secteur privé: SFI, BAD, autres

Président: Mme Charlotte MUKULU MUKADI, Secrétaire Exécutive Permanente Confédération des PME (RDC).

Présentations : Dr. Dominique NJINKEU (JEICP)
M. Ian RICHARDS (CNUCED)
M. Gaston BAGANZICHAHA (CDE/Proinvest)
M. Bienvenu MONTHE BIYOU DI (Banque Mondiale)
M. Mansour SY (Banque Islamique de Développement ; à confirmer)
Commonwealth (à confirmer)

Modérateur: M. Chekou OUSSOUMAN, Economiste OIF

Objectifs: Les pays en déficit de financements des projets d'investissement devraient saisir les opportunités offertes par la globalisation de l'économie et des systèmes financiers. Mais en même temps, la compétition accrue pour attirer les capitaux étrangers et leur forte mobilité peut exposer les pays bénéficiaires au risque d'instabilité financière.

Le panel discutera des stratégies que les pays de la sous-région peuvent appliquer pour maximiser les avantages et opportunités de la globalisation, et en maîtriser les risques. Il discutera de l'impact de l'intégration économique dans la sous-région sur la constitution des pôles d'attraction de l'investissement étranger. Un accent sera également mis sur le cadre établi par les négociations multilatérales pour mieux l'adapter aux besoins de financement des investissements des pays de la sous région. **En particulier, le panel analysera les opportunités qu'offrent le Cycle de Doha, notamment le programme d'aide au commerce et les accords de Partenariat Economique UE - ACP.**